

FSU : SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP
CGT : SNTRS, FERC-SUP, UNCGT-CROUS, UGICT
UNSA : SNPTES, A&I
SOLIDAIRES : SUD Education – SUD-Recherche-EPST
UNEF

Paris, le 23 novembre 2007

A Mesdames et Messieurs les Présidents

Madame la Présidente, Monsieur le Président,

La situation créée par le vote et la mise en œuvre de la loi LRU cristallise des inquiétudes plus générales. La mobilisation dans les universités s'amplifie. Le CNESER l'a affirmé dans une motion votée le 19 novembre (motion ci-dessous).

Dans un certain nombre d'universités, les actions ont donné lieu à des fermetures administratives, des interventions policières et de sociétés de sécurité, ce qui va à l'encontre des traditions universitaires de débat.

Il est indispensable de créer les conditions d'un débat serein sur le fond de l'avenir des universités.

Les organisations soussignées vous demandent de décider une journée banalisée le 27 pour permettre ce débat entre étudiants et toutes les catégories de personnels.

Pour les organisations signataires

Michelle LAUTON
Secrétaire Nationale du SNESUP

MOTION VOTÉE AU CNESER DU 19 NOVEMBRE 2007

à l'initiative du SNESUP-FSU, du SGEN-CFDT, de l'UNSA, de l'UNEF

LE CNESER EST SOLIDAIRE DES INQUIETUDES DE LA COMMUNAUTE UNIVERSITAIRE ET APPELLE LA MINISTRE A APPORTER DES REPONSES AUX INQUIETUDES QUI S'EXPRIMENT

Depuis plusieurs semaines, la contestation monte dans les universités. Force est de constater que la mobilisation a aujourd'hui franchi un cap et que les tensions perceptibles depuis la rentrée dans les universités ne peuvent plus aujourd'hui être ignorées de la ministre.

La loi sur l'autonomie des universités cristallise des inquiétudes plus générales. En se réunissant en assemblée générale, la communauté universitaire dénonce aussi de mauvaises conditions d'études pour les étudiants, des inquiétudes sur le statut des personnels et sur le devenir des organismes de recherche, l'absence de moyens pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche...

Le CNESER est solidaire des inquiétudes de la communauté universitaire et appelle la ministre à apporter des réponses aux inquiétudes qui s'expriment, en particulier sur les risques de désengagement de l'Etat induits par la LRU.

Le CNESER estime que le gouvernement doit donner au service public d'enseignement supérieur les moyens de relever les défis auxquels il doit faire face, et demande à ce que des réponses politiques et budgétaires soient apportées aux attentes qui s'expriment aujourd'hui, en particulier en matière de réussite des étudiants en licence, d'aide sociale aux étudiants, de logement étudiant... Cela exige une loi de programmation pluriannuelle.

Les organisations étudiantes représentatives ainsi que la CPU ont été reçues jeudi 15 novembre au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le CNESER constate que les revendications des représentants des personnels universitaires et de recherche n'ont pas été également entendues, et souhaite que leurs organisations soient reçues dans les plus brefs délais.